

Dépôts temporaires.....	261,361 27
Dépôts en garantie des chemins de fer.....	1,916,685 98
Subventions en argent aux chemins de fer, mais non encore gagnées.....	2,898,247 88
Dettes, chemin de fer Q. M. O. et O.....	122,364 00
Perte sur dépôt fait à la banque d'Exchange.....	27,000 00
Règlement des biens des Jésuites (comité protestant).....	62,961 00
Dépense spéciale prévue, 1890-91.....	\$ 912,183 00
Moins l'encaisse au 1er juillet 1890.....	525,344 43
	\$ 5,788,030 15
Dépenses spéciales supplémentaires, 1890-91...	115,488 71
Dépenses spéciales supplémentaires, 1891-92...	558,555 00
Subventions aux chemins de fer, votées en novembre 1890.....	4,400,320 00
	\$10,862,353 00
En revenant au 1er juillet 1890, on voit par les comptes publics : Ceci n'est qu'un sommaire, car je donne les détails plus loin en présentant le budget de 1892-93.	
Dépenses ordinaires.....	\$4,095,520 45
Revenus.....	3,457,144 32
Déficit.....	\$ 638,376 13
Dépenses spéciales et subsides aux chemins de fer.....	778,874 41
Excédant total des dépenses sur les revenus.....	\$2,414,250 54
Cependant, les membres de l'ancienne administration n'étaient pas embarrassés pour faire face à cet excès de dépenses. Que font-ils ? Evidemment ils ne reçoivent pas chaque année les dépôts en garantie de chemins de fer, mais il faut obtenir de l'argent et voici comment ils paient cette somme :	
Fonds en fidéicommiss.....	\$ 14,394 19
Emprunts temporaires.....	2,223,333 33
En caisse le 30 juin 1890, moins les mandats impayés.....	412,772 98
	\$2,650,500 50
A déduire.....	2,414,250 54
En caisse, 1er juillet 1891.....	\$ 236,249 96
Mais pendant qu'il paraît y avoir un encaisse, voici ce que l'on devait :	
Emprunts temporaires.....	\$2,223,333 33
Dépôts en garantie des chemins de fer.....	1,973,108 57
Fonds en fidéicommiss.....	262,352 47
	\$4,458,694 47
1891-92	
On commence cette année avec un encaisse de \$236,249,26, et en devant encore en argent pour les raisons exposées ci-dessus \$4,458,694.37.	
Eh bien, M. l'Orateur, pouvez-vous imaginer quelque chose de plus déplorable et de plus sérieux pour la Province ? L'administration Mercier a disparu le 17 décembre 1891, et l'administration actuelle est arrivée au pouvoir le 22 du même mois, et un rapport a été présenté à cette Chambre, donnant les détails des recettes et des paiements jusqu'au 17 décembre 1891. Voici quelles ont été les opérations de l'année courante jusqu'à cette date :	
Dépenses ordinaires.....	\$2,083,015 47
Recettes ordinaires.....	1,534,938 35
Déficit.....	\$ 548,077 12
Dépenses spéciales.....	\$ 143,118 40
Subventions aux chemins de fer.....	325,855 00
Remboursements de fonds en fidéicommiss.....	7,883 40
Remboursements de dépôts de chemins de fer..	112,342 93
	\$ 589,009 73

Recettes spéciales.....	\$ 6,847 10
De fonds en fidéicommiss.....	3,374 18
	\$ 10,221 28
	\$ 578,478 45
Excédant des dépenses sur les recettes au 17 décembre 1891.....	\$1,128,555 57
Voici ce qui a été payé provenant des sources suivantes :	
En caisse, 30 juin 1891, moins les mandats impayés.....	\$ 236,249 96
Produit de l'emprunt de 1892.....	\$3,707,530 00
Moins : remboursement d'emprunts temporaires.....	2,073,333 33
	1,634,196 67
	\$1,870,446 63
En caisse : 17 décembre, moins le montant requis pour mandat impayés...	\$743,891 06
Dans ce montant étaient compris des dépôts spéciaux en Banque, partie des dépôts de garantie des chemins de fer.....	\$387,563 67
Dépôts pour assurer des avances faites par les banques aux compagnies de chemins de fer.....	64,130 00
Dépôts spéciaux en banque non payables avant le 1er janvier.....	75,000 00
	526,693 67
Encaisse disponible : 17 décembre 1891.....	\$217,197 39
Notre emprunt de \$3,500,000 est parti, et \$600,000 des dettes pour lesquelles cet emprunt a été effectué sont encore impayés. Notre dette consolidée s'est augmentée. Sur l'emprunt de \$10,000,000 autorisé en 1890, la somme de \$3,707,530 a été reçue et dépensée, et il faut ajouter chaque année une somme considérable d'intérêts pour ces deux comptes.	
Nous devons aussi le 17 décembre 1891 :	
Emprunts temporaires.....	\$ 150,000 00
Dépôts de garantie des chemins de fer.....	1,860,766 98
Dépôts en fidéicommiss.....	265,376 65
	\$2,276,143 63
Et, outre tout cela, nous avons notre dette flottante dont je parlerai plus loin.	
Je prie les honorables membres d'examiner ces chiffres et de voir s'il n'est pas temps de nous réveiller.	
L'EMPRUNT DE \$4,000,000	
Je ferai une légère digression pour vous faire l'histoire de cet emprunt, effectué en juillet 1891.	
A cette époque, ainsi qu'on l'a vu plus haut, une partie de l'emprunt de \$10,000,000 autorisé par le 54 Victoria, chapitre 2 (décembre 1890), fut effectué. L'emprunt était de \$20,000,000 de francs, ou \$4,000,000, et fut contracté à Paris. 40,000 obligations régulières de cette province de 500 francs chacune, datées du 15 juillet 1891, et rachetables à Paris à deux ans de date, avec coupons d'intérêt semestriels annexés, au taux de quatre pour cent par an, furent émises. Les obligations furent placées sur le marché à 490 francs chacune, mais une commission de 9 francs soixante-quinze centimes, sur chaque obligation, fut payée au Crédit Lyonnais et à la Banque de Paris et des Pays-Bas pour les réaliser. Ce qui laisse à la province 480 francs 25 centimes par obligation de 500 francs. Le produit et les dépenses ont été comme suit :	

PRODUIT DE L'EMPRUNT	
20,000,000 de francs à 19 3/10 c. par franc.....	\$3,800,000
Vendu à Fr. 480.25 par 500 francs (3.95 pour cent d'es-compte).....	152,470
	\$3,707,530
DEPENSES	
Timbres sur obligations.....	\$ 5,790 00
Impression et gravure des obligations.....	965 00
Assurance et transport des obligations.....	96 50
Perte sur change, à la date.....	14,016 72
Dépenses de voyage.....	8,802 24
	\$20,670 46
La province a également payé une commission de un demi pour cent pour le paiement de ces coupons et une commission de un quart pour cent pour le rachat du capital, dans le cas où l'emprunt ne serait pas compris et ne formerait pas partie de la balance de \$6,000,000.	
On ne peut pas dire que cet emprunt est avantageux, car il est onéreux pour la province.	
Aucun homme d'affaires ne le justifierait, pas plus que les dépenses d'émission d'obligations régulières pour un emprunt de si courte durée. Quant à l'intérêt, la province l'a perdu pendant un mois, sur le produit de l'emprunt, du 16 juillet au 16 août, quand nous avons touché l'argent, et de fait, en tenant compte des dépenses, nous payons 6 1/2 pour cent.	
Il est évident que l'on aurait pu obtenir un montant semblable de nos banques, ici, pour une période de temps semblable, à des conditions bien plus avantageuses.	
Il me reste maintenant à vous exposer mes prévisions pour le 1er juillet 1892.	
Il vient justement d'être produit devant la Chambre un tableau des recettes et des dépenses jusqu'au 1er mai 1892.	
Afin d'éviter trop de chiffres, j'ai en mains des états, tableaux divers, relatifs à la position de la province au 1er juillet 1892, qui viennent d'être soumis à la Chambre et sont annexés à ce discours.	
J'ai déjà référé au tableau No 1, comme présentant un état synoptique des opérations de caisse, et des recettes et dépenses depuis le 1er juillet 1887 jusqu'au 1er juillet 1891.	
Le tableau No 2 vous montre les recettes et les dépenses du 1er juillet 1891 au 17 décembre 1891, et l'état des affaires quand j'ai pris possession de mon poste, et j'y référerai plus tard.	
Le tableau No 3 vous donne des renseignements sur les recettes ordinaires de 1891-92.	
Les prévisions budgétaires de mon prédécesseur étaient.....	\$3,602,835 70
Au 17 décembre les recettes avaient été de.....	\$1,545,159 63
Prévisions pour le reste de l'année.....	1,867,168 36
	3,412,327 99
Soit un déficit ; ou en moins.....	\$ 190,507 71
On constatera que ce qui a fait le plus défaut sont les Terres de la Couronne, mais après avoir examiné le fonctionnement de ce département, cela n'est pas surprenant. Négligence et violation de toute règle, de conduite sont des mots trop doux pour le décrire, et la conduite d'un des officiers travaillant sous les yeux de l'ex-commissaire expliquera tout. M. J. B. Charleson, chef des gardes forestiers et toutes sortes de choses encore, a, de sa propre main, sans ordre-en-conseil, fait remise et supprimé des droits de coupe pendant l'année, pour un montant d'environ \$100,000.	
Le tableau No 4 présente le budget des dépenses de mon prédécesseur dans la première colonne, puis dans une autre colonne les montants dépensés jusqu'au 17 décembre, et les montants requis jusqu'au 30 juin 1892.	
L'augmentation n'est pas surpre-	

nante. L'ancienne administration présentait continuellement à la Chambre des crédits insuffisants et faisait face chaque année au déficit avec des mandats spéciaux et des crédits supplémentaires. Chacun peut le vérifier facilement en examinant les journaux de la Chambre de chaque année pour voir les mandats spéciaux, et les bills des subsides dans les Statuts pour voir les crédits supplémentaires.		
Les prévisions totales des dépenses faites par M. Shehyn (non compris le remboursement des emprunts temporaires et des fonds en fidéicommiss) pour l'année 1891-92 étaient de.....		
	\$5,385,476 17	
Tandis que les prévisions révisées montrent que les dépenses totales s'élèvent à.....		
	6,470,068 10	
Soit une augmentation pour le même exercice de \$1,084,591,93 comme suit :		
ORDINAIRES		
(Service.)	Budgets.	Budgets révisés.
Dettes Publiques.....	\$1,230,556 82	\$1,391,627 82
Legislation.....	216,797 70	292,115 20
Gouvernement civil..	251,938 00	272,140 50
Administration de la Justice, y compris Police et écoles de réforme..	500,355 00	605,878 08
Instruction Publique...	410,610 00	416,656 98
Agriculture.	126,200 00	140,459 35
Colonisation et Immigration.....	165,487 50	165,487 50
Travaux Publics.....	104,474 76	159,360 45
Asiles d'aliénés.....	210,000 00	369,987 05
Institutions de bienfaisance.....	52,825 00	52,825 00
Divers.....	280,850 00	474,369 57
	\$3,558,894 78	\$4,436,907 50
Subventions aux chemins de fer et réclamations du Q. M. O. & O.....		
	750,956 25	1,105,636 64
Remboursements de dépôts en garantie des chemins de fer.....		
	231,070 14	231,070 14
Dépenses spéciales.....		
	838,555 00	645,453 82
	\$5,385,476 17	\$6,470,068 10
Les prévisions de M. Shehyn pour les dépenses spéciales ont diminué de \$523,971.65, composés des montants suivants qui ne peuvent pas être dépensés pendant l'année, savoir :		
Palais du Parlement.....	\$ 20,000 00	
Ecole Normale Laval.....	74,147 60	
Voûtes pour les archives de Québec.....	10,000 00	
Prison de Montréal.....	399,856 00	
Empierrement des chemins de campagne.....	9,968 05	
Palais de justice, Hull.....	10,000 05	
	\$523,971 05	
Et elles ont augmenté de \$330,870.47, savoir :		
Payé suivant contrats, pour lesquels il n'existait pas de crédits ou de vote, bien que mon prédécesseur ait dû savoir que l'argent aurait manqué.		
Agrandissement du palais de justice, Montréal.....	\$180,000 00	
Ecole Normale Jacques-Cartier.....	111,380 62	
Ecole Normale McGill.....	6,680 00	
	\$297,960 62	
Et pour la commission de la culture de la betterave.....		
	14,900 85	
Commissions royales.....	18,000 00	
	\$330,870 47	
En poursuivant et en prenant le tableau No 5, on trouvera un état abrégé de ce qui précède et présentant le com-		